

Journée de l'économie 2008

Vendredi 5 septembre 2008

Seul l'exposé prononcé fait foi

Discours du président

Gerold Bühler, président

Mesdames, Messieurs,

Il y a un an, economiesuisse mettait la dernière touche à sa réforme stratégique. Les adaptations statutaires nécessaires ont été approuvées lors de l'Assemblée des membres suivante. Dans l'intervalle, des changements majeurs ont été mis en œuvre dans plusieurs domaines, de la prise de décision jusqu'à la communication. Le Comité a par ailleurs adopté à l'unanimité le nouveau règlement des cotisations avant de le transmettre à l'Assemblée des membres. Le financement de l'organisation est assuré et transparent. Nous sommes prêts à affronter les défis qui nous attendent.

L'adhésion de nouveaux membres renforce notre association, ce qui me réjouit particulièrement. Cette année, le Comité a accepté l'adhésion de cinq nouveaux membres : l'Association suisse des gérants de fortune, les Cliniques privées suisses, l'Association suisse des entrepreneurs généraux, KMUnext et FASMED, la Fédération des associations suisses du commerce et de l'industrie de la technologie médicale. economiesuisse réunit désormais sous un même toit 100 associations membres, 20 Chambres du commerce et 46 entreprises individuelles. Nous apprécions à sa juste valeur cette marque de confiance et mettrons tout en œuvre pour satisfaire les attentes.

Vent favorable pour l'économie suisse

L'économie helvétique a réalisé des performances impressionnantes ces dernières années. N'en déplaise aux sceptiques, les chiffres montrent que notre pays fait partie des gagnants de la mondialisation. Les entreprises se sont adaptées aux mutations des marchés. Depuis la reprise économique en 2004, 180 000 emplois ont été créés, ce qui représente une croissance de 6 %. Les exportations ont augmenté bien plus que le volume des échanges mondiaux. Les créations d'entreprises ont également atteint un niveau record.

Depuis la fin 2007, l'économie mondiale subit toutefois un ralentissement qui touche aussi la Suisse et l'influencera tout au long de l'année. Toutefois, contrairement à d'autres, notre pays n'est pas confronté à des déséquilibres nécessitant des efforts d'adaptation. Les entreprises résistent bien. Leurs produits et services, de même que leur emplacement géographique, ont la cote. Qualité, flexibilité élevée et

maîtrise des hausses de coûts ont accru la compétitivité de notre économie. Ces atouts doivent absolument être préservés pendant la phase de ralentissement conjoncturel.

Au vu des facteurs d'inflation exogènes et du risque d'augmentation des prix, il est essentiel que la Banque nationale suisse et les partenaires sociaux continuent sur la voie de la stabilité. Des revendications salariales excessives à l'échelle nationale remettraient en question les perspectives de croissance à long terme et du marché du travail. Quand je défends une politique de stabilité et la modération, je m'adresse à tous. C'est en faisant preuve de modération au niveau des directions, en abandonnant des systèmes de rémunération qui ne favorisent pas l'évolution à long terme d'une entreprise, que nous parviendrons à un meilleur niveau d'acceptation au sein de l'opinion.

Crise des marchés financiers : les entreprises doivent prendre leurs responsabilités

Malgré les bons résultats économiques de ces dernières années, les mauvaises nouvelles n'ont pas manqué ces derniers mois. Des amortissements parfois considérables consécutifs à la crise immobilière aux Etats-Unis ont ébranlé la confiance et détérioré l'image de la place financière. La question de la répartition des rôles entre l'Etat et l'économie fait à nouveau débat. Ainsi, la NZZ titrait le 23.3.2008 « Am Ende soll's der Staat richten » (trad. : « A la fin, c'est l'Etat qui mettra de l'ordre »). Nous n'en sommes pas là et ce ne sera pas le cas demain non plus. Les établissements concernés ont pris des mesures pour rétablir la situation et continueront de le faire. Ils peuvent adapter leur stratégie, consolider le gouvernement d'entreprise et mettre en place des systèmes d'incitation. Je suis convaincu qu'ils sauront faire face à la situation. C'est essentiel pour la crédibilité de l'économie de marché et pour la place financière. A l'avenir aussi, nous aurons besoin d'une place et financière compétitive, car elle fait notre force.

Bien entendu, la question se pose de savoir si la surveillance étatique et la réglementation doivent être renforcées. Quoi qu'on pense des propositions qui circulent, il me paraît important, pour l'image de la place financière suisse, que le dialogue ait lieu autour d'une table, et non à la tribune. De plus, il ne faut pas se fermer à la coordination internationale au nom de la compétitivité. Cependant, il faut être conscient que la réglementation étatique ne permet pas, à elle seule, de garantir la solidité des marchés financiers. Au contraire, la crise a montré une fois de plus que les entreprises doivent, pour favoriser leur développement et la création d'emploi, accorder davantage d'importance au gouvernement d'entreprise, à l'éthique, au sens des proportions et à la responsabilité.

Economie extérieure : éviter le blocage

Les effets positifs de la libéralisation multilatérale du commerce sur la croissance et la prospérité ont malheureusement été oubliés, une fois de plus. Le blocage du cycle de Doha après sept ans de négociations reflète la tendance regrettable à un cloisonnement des marchés. Compte tenu du ralentissement conjoncturel et des échéances électorales aux Etats-Unis et d'autres pays, il est peu probable que la situation se débloque dans un avenir proche.

Dans ce contexte, il importe de faire progresser les négociations bilatérales en cours avec des pays extra-européens. Pour ma part, je considère que les intérêts nationaux doivent primer non seulement dans la politique économique extérieure, mais aussi dans la politique étrangère. L'économie suisse espère la conclusion prochaine d'accords de libre-échange avec le Japon et les pays du Golfe ainsi que de nouvelles mises au point avec les pays BRIC.

Par rapport à l'UE, la conclusion rapide d'un accord de libre-échange agricole et la consolidation de la voie bilatérale, couronnée de succès jusqu'ici, sont éminemment souhaitables. Comme pour tout projet de politique économique extérieure, le bénéfice pour l'ensemble de l'économie doit primer. Il ne faut

pas oublier que seuls des marchés ouverts donneront les impulsions favorables à la croissance, qui à son tour permettra de financer les mesures d'accompagnement dans le domaine de l'agriculture.

En Suisse, nous devons nous faire preuve de davantage de courage en matière de concurrence et laisser sa liberté de choix au consommateur. Au lieu d'agiter les peurs, nous devons prendre conscience des occasions manquées qui découlent d'une concurrence insuffisante. Que ce soit dans le domaine de la formation, avec le choix de l'école, des services postaux, de l'approvisionnement en électricité ou des transports, c'est l'intensification de la concurrence, et non la défense des acquis, qui renforcera, par l'innovation et l'amélioration de la productivité, l'économie dans son ensemble. Permettez-moi d'ajouter qu'il est important d'éviter les excès en particulier sur les marchés récemment libéralisés, et ce dans l'intérêt à long terme d'un ordre libéral.

Des allègements fiscaux pour favoriser la croissance économique

Une politique financière et fiscale à la fois solide et compétitive représente une autre bonne base pour l'avenir. Adopté par le peuple avec plus de 80 % des voix, le frein à l'endettement a fait ses preuves. Il contribue largement à appuyer la discipline financière, en particulier à une époque où les recettes fiscales sont abondantes. La hausse de l'endettement, ces dernières années, est en grande partie imputable aux dépenses extraordinaires et aux dépenses sociales. Partant, il apparaît indispensable d'étendre le frein aux dépenses aux assurances sociales, le principal groupe de tâche de la Confédération. C'est en définissant des seuils et des mesures d'intervention dans le domaine social que l'on pourra éviter une spirale de l'endettement, telle que celle qu'a connue l'AI.

La consolidation durable des finances publiques n'est pas une fin en soi, contrairement à ce qu'affirment les thuriféraires de l'Etat. Cette consolidation permet de rembourser la dette et d'alléger les impôts, et rend possible des investissements axés sur l'avenir. Compte tenu de la concurrence internationale entre les places économiques, le niveau d'imposition reste un atout pour la Suisse qu'il s'agit absolument de préserver et de consolider. Dans la seule UE, les taux d'imposition des entreprises sont passés de près de 40 % à un peu moins de 30 % en l'espace de dix ans.

En ce qui concerne l'impôt fédéral, il faut accorder des allègements aux familles comme aux entreprises. En matière de simplification du monstre qu'est devenue la TVA, c'est l'intérêt économique global qui doit dominer.

De manière générale, il vaudrait mieux se demander quelles seraient les conséquences pour la place économique suisse d'une absence de réformes, plutôt que de se lamenter uniquement de l'ampleur des éventuelles pertes de recettes fiscales à court terme. L'expérience a montré que des allègements fiscaux ciblés se traduisaient au final par un retour sur investissement considérable grâce aux impulsions données à la croissance.

En matière de concurrence fiscale, nous devons fermement défendre notre position, tant en Suisse que par rapport à Bruxelles. Si les cantons harmonisaient par trop leurs pratiques, ils mineraient un principe éprouvé. La concurrence fiscale n'a jamais été ruineuse. Mais une politique qui, faute de concurrence, laisserait grimper les impôts, pourrait l'être. Notre pays est lié à l'UE par des accords bilatéraux, mais le différend fiscal avec Bruxelles ne doit pas porter préjudice à notre souveraineté. Cela vaut aussi pour le secret bancaire. Ces deux institutions possèdent une légitimité dans notre démocratie directe. Nous devons les défendre avec fermeté. Nous ne devons pas laisser, sous l'influence de pressions extérieures, s'éroder notre ordre juridique fondé sur la confiance entre le citoyen et l'Etat.

Politique énergétique : surmonter les guerres de tranchées

Comme je l'ai expliqué l'an dernier, les entreprises relèvent les défis de politique énergétique et climatique pour des raisons écologiques et économiques. Notre campagne « Les entreprises agissent pour le climat » montre que les mesures volontaires sont efficaces et efficaces.

Les mesures prises volontairement par les entreprises ont permis de réduire les émissions de CO₂ de près de 4 millions de tonnes par an. Ces mesures sont le fondement de la politique climatique suisse. Les résultats obtenus ainsi satisfont grosso modo l'objectif de Kyoto. A cet égard, les résultats de l'économie suisse s'affichent parmi les meilleurs. Cela ne nous incite pas à nous reposer sur nos lauriers, au contraire, cela nous motive à continuer.

La forte augmentation des prix de l'énergie et des matières premières pèse de plus en plus sur l'économie, mais elle a aussi un effet incitatif. Il apparaît donc inutile de prélever des taxes supplémentaires sur les agents énergétiques. De même faut-il aussi renoncer à affecter une partie des recettes de la taxe sur le CO₂. Les forces du marché ont en effet déjà commencé à induire une multiplication des innovations technologiques. Les entreprises suisses de divers secteurs sont prêtes à relever le défi. Un dispositif de redistribution bureaucratique paraît donc inutile.

Ces prochaines années nous aurons aussi du pain sur la planche pour garantir un approvisionnement en électricité de notre pays à la fois sûr, avantageux et respectueux de l'environnement. Pour réussir à se passer des combustibles fossiles, l'économie et l'emploi ont besoin d'un approvisionnement en électricité fiable et compétitif en termes de prix. Nous ne pouvons nous reposer sur la production étrangère, notamment pour des raisons de sécurité. Au contraire, nous devons utiliser toutes les possibilités de produire de l'énergie en Suisse, de l'énergie hydraulique jusqu'aux énergies alternatives, sans a priori idéologiques. Il faudra entre autres remplacer les centrales nucléaires de première génération, qui seront désaffectées ces dix à quinze prochaines années.

La formation en Suisse : améliorer l'acceptation des sciences naturelles

La position de notre pays est bonne en matière de savoir. Plusieurs classements internationaux l'attestent clairement. Les entreprises y sont pour beaucoup. Elles jouent un rôle clé également en comparaison internationale. Elles sont près de 70 %, un taux supérieur à la moyenne, à travailler à trouver des applications aux découvertes de la recherche-développement. Cependant, nous devons toujours être sur le qui-vive, car certains pays émergents sont en train de rattraper leur retard. Au vu de l'intensité de la concurrence internationale, nous devons déployer des efforts très importants pour maintenir ou améliorer notre position. L'économie suisse a constamment placé au premier rang de ses priorités la formation et la recherche au rang et soutenu l'augmentation du budget fédéral à hauteur de 6 % par an.

Toutefois, il ne suffit pas d'accorder plus de ressources. Il faut aussi faire des réformes et favoriser l'acceptation des nouvelles technologies au sein de la société. Nous devons cultiver l'ouverture, de manière à saisir des opportunités, au lieu de toujours nous focaliser sur les risques. Il importe d'élaborer une loi sur les hautes écoles convaincante et de la mettre sous toit à temps. Un système de coûts de référence transparent est indispensable pour pouvoir renforcer suffisamment la concurrence. Notre attention doit se porter avant tout sur le succès rencontré sur le marché du travail.

Tirailés entre un besoin de coordination justifié et la nécessité de garantir l'autonomie des hautes écoles, nous devons limiter la bureaucratisation sur la base du principe de subsidiarité. Nous devons accorder une attention particulière aux EPF, car elles revêtent une grande importance pour la place économique suisse. Au-delà de la réforme des hautes écoles, il me semble évident que nous devons

susciter la curiosité pour les sciences naturelles et donner plus de poids à leur enseignement dans l'école publique obligatoire et dans la formation professionnelle.

économiesuisse s'intéresse de près à ces questions. Néanmoins, l'économie ne peut se contenter de poser des exigences. Personnellement, je suis intimement convaincu que la liberté et la responsabilité sont à la base du succès. En tant que représentants des entrepreneurs, il est de notre devoir de le répéter inlassablement. Je vous invite à faire de même. Comme l'a dit Bill Gates, la terre est devenue un village. Néanmoins, ne laissons pas les modes négliger les racines d'une culture d'entreprise qui a fait ses preuves. Démocratie directe oblige, nous devons également convaincre les individus. Nous y parviendrons à condition de nous focaliser sur le long terme, d'expliquer les liens de cause à effet de façon plausible et de veiller à faire preuve de pragmatisme. Je suis convaincu qu'ainsi la Suisse restera dans le camp des gagnants.

Les paroles de Nicolas G. Hayek, invité à l'Assemblée des délégués du Vorort de 1997, restent d'actualité. Il avait dit en substance : « Nous, les entrepreneurs, sommes les piliers de la prospérité, mais aussi ceux d'une Suisse innovante et créative. Il est de notre devoir d'exprimer notre opinion ouvertement et sans détours, d'émettre des critiques, mais aussi de prendre nos responsabilités et de participer au processus politique ». En tant qu'interface entre les milieux économiques et politiques, économiesuisse continuera d'œuvrer en faveur de l'ouverture aux changements technologiques, de la concurrence, de la propriété et de la responsabilité individuelle. Il est de notre devoir de perpétuer le modèle éprouvé que la Suisse a construit au fil des générations.